



Communiqué

Le Canada a des atouts en R-D industrielle, selon un comité d'experts

Pour diffusion immédiate

Ottawa, le 28 août 2013 — Un nouveau rapport, rédigé par un comité d'experts qui s'est penché sur la recherche-développement dans l'industrie canadienne, conclut que, malgré un piètre rendement historique en R-D industrielle (R-Di), le Canada possède des atouts à ce chapitre dans quatre secteurs.

L'état de la R-D industrielle au Canada, publié aujourd'hui par le Conseil des académies canadiennes, contient une analyse complète, fondée sur des données probantes, à propos des points forts du Canada en R-Di, de leur répartition régionale ainsi que de la manière dont ils correspondent à la performance d'ensemble du Canada en recherche et sur le plan économique.

Les quatre secteurs industriels constituant les points forts du Canada en R-Di sont les suivants :

- Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces
- Technologies de l'information et des communications
- Extraction de pétrole et de gaz
- Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments

Il n'y a pas de méthode unique pour mesurer les atouts en R-Di. Cependant, en utilisant une grande variété d'indicateurs, dont des données sur les nouveaux brevets, les publications et les dépenses, le comité d'experts a constaté que l'activité de R-Di est concentrée dans le Canada central, l'Ontario et le Québec venant en tête, puis en Alberta et en Colombie-Britannique. Cela n'exclut toutefois pas qu'une petite entreprise puisse avoir une influence sur la R-Di n'importe où au Canada.

« La R-D industrielle est un objet de constante préoccupation pour les décideurs canadiens, car elle contribue de manière importante au processus d'innovation », a déclaré Kathleen Sendall, C.M., MACG, administratrice de CGG et d'Enmax, présidente du comité d'experts. « Ce rapport est l'un des plus détaillés et systématiques jamais réalisés au Canada sur la R-D industrielle. Il constituera donc un point de départ important pour l'élaboration de politiques et la prise de décisions. »

L'étude du comité a en outre révélé que, par rapport à d'autres pays comparables, la R-Di au Canada repose davantage sur les ressources humaines et moins sur les immobilisations, et que moins de grandes entreprises font de la R-Di au Canada. Aujourd'hui, toutes proportions gardées, les dépenses en R-Di au Canada sont environ la moitié de ce qu'elles sont aux États-Unis, et elles continuent de décliner. Cet écart s'explique en grande partie par la faible intensité de R-Di dans les industries canadiennes de fabrication de produits de haute technologie, par exemple les semiconducteurs et le matériel informatique.

« Le Canada a absolument besoin d'une base solide de R-D industrielle pour demeurer concurrentiel à l'échelle planétaire, et le rapport jette un éclairage utile sur ce sujet complexe », a déclaré Elizabeth Dowdeswell, O.C., présidente-directrice générale du Conseil des académies canadiennes. « Avec son pendant intitulé *L'état de la science et de la technologie au Canada, 2012*, ce rapport contribuera à une discussion éclairée, fondée sur des données probantes, à propos de la prospérité future du Canada. »

Pour de plus amples renseignements ou pour télécharger un exemplaire du rapport, veuillez consulter le site Web du Conseil des académies canadiennes, à www.sciencepourlepublic.ca.

-30-

Le Conseil des académies canadiennes

Le Conseil des académies canadiennes (CAC) est un organisme indépendant à but non lucratif qui a été mis sur pied en 2005. Le CAC soutient des évaluations scientifiques indépendantes qui alimentent l'élaboration de politiques publiques au Canada. Ces évaluations sont menées par des comités pluridisciplinaires formés d'éminents experts de toutes les régions du Canada ainsi que de l'étranger, qui participent bénévolement aux travaux des comités du CAC. Plusieurs d'entre eux sont membres des académies du CAC – la Société royale du Canada, l'Académie canadienne du génie et l'Académie canadienne des sciences de la santé. Le CAC a pour mission d'être la voix de confiance du Canada en matière scientifique pour le bien public. Pour de plus amples renseignements, voir le site www.sciencepourlepublic.ca.

Pour obtenir de plus amples renseignements, prière de s'adresser à :

Samantha Rae Ayoub
Gestionnaire principale
Conseil des académies canadiennes
613 567-5000, poste 256
samantha.rae@scienceadvice.ca